

FIDEL CASTRO (1926-2016): LES CRIMES DU MILITARISME CUBAIN...

Fidel Castro est mort le 25 novembre 2016 à l'âge de 90 ans. Les nécrologies en sa faveur se démènent au sein d'une gauche et des cercles marxistes qui n'aiment pas trop regarder en face les crimes du militarisme cubain.

Il ne s'agit pas, ici, de nier l'abnégation de Fidel Castro dans son combat à vie contre la société capitaliste de marché et l'impérialisme états-unien. La critique antimilitariste qui suit s'appuie sur le rejet inexorable des tentatives d'invasion des États-Unis de Cuba ainsi que de l'embargo contre ce pays. Mais une alternative séduisante au capitalisme de marché doit éviter l'emprise étatique et militariste sur la société. Cela nous montre à nouveau l'agonie contemporaine du système construit par Hugo Chavez au Venezuela, grand avatar du castrisme sur le continent sud-américain.

LES BOAT PEOPLE, VERSION CUBAINE

Celle et celui qui s'indigne aujourd'hui des fugitifs de l'Afrique et du Moyen-Orient qui se noient dans la Mer Méditerranée, doit également se rappeler des *Boat People* cubains. Le régime de Castro avait comme politique de laisser partir les opposants et adversaires du régime par bateaux et barques en Floride ou au Mexique. Ces *Boat People* symbolisaient l'échec du système, quand bien même il réussissait à se maintenir au pouvoir. Est-ce qu'on peut parler d'émancipation et d'enthousiasme révolutionnaire dans un système où une grande partie de la population prend ses jambes à son cou? Au lendemain de la chute de la dictature de Batista, le 1^{er} janvier 1959, environ 125.000 émigrants cubains vivaient aux États-Unis, 85.000 d'entre eux et elles retournèrent à Cuba pleins d'espoir, tandis que seulement 74.000 quittèrent l'île sur le champ, pour la plupart parce qu'issues des classes supérieures ou parce qu'ils étaient les sbires de l'ancien régime. Cependant, et ce jusqu'en 1962, 196.000 personnes vont également s'enfuir après une première vague de répression, et parmi eux les anarchistes cubains (1).

La première fuite en masse des citoyens appauvris, désespérés et déresponsabilisés politiquement, s'opère en 1965. En petits bateaux ou même sur des pneus gonflés, les réfugiés essaient de traverser la mer, et souvent y trouvent la mort. Castro annonce alors que ceux qui ne veulent pas participer volontairement à la révolution, peuvent s'embarquer au port de Camarioca. Le déferlement qui en résulte va s'achever après la signature d'un traité avec le président Johnson des États-Unis, permettant, à ce pays, de recueillir des réfugiés, y compris par avion. Ensuite, et ce jusqu'à 1971, 260.000 personnes prennent leur envol, avec parmi eux beaucoup de travailleurs spécialisés qui manqueront dans la reconstruction ultérieure de Cuba. Castro a l'habitude d'ajouter dans des opérations de la sorte - qui vont se multiplier - des criminels emprisonnés.

Les hommes mobilisables pour l'armée ne sont pas autorisés à s'expatrier. Celle ou celui qui quitte le pays, perd la citoyenneté cubaine et toutes ses possessions. Qui s'inscrit sur des listes d'attente perd son travail, est obligé de quitter sa maison et est mobilisé de force pour l'agriculture. D'après la correspondance de l'ambassade de La Havane à Berlin-Est, en 1966 un cubain sur cinq veut quitter le pays (2). En 1980,

(1) Sur l'anarchisme cubain je propose: Frank Fernandez - *L'Anarchisme à Cuba* (suivi de témoignages sur la révolution cubaine), Éditions CNT-Région parisienne, Paris, 2004; Sam Dolgoff - *The Cuban Revolution: A Critical Perspective*, Black Rose Books, Montréal, 1977. En ligne: <https://libcom.org/files/Dolgoff,%20Sam%20-%20The%20Cuban%20revolution,%20A%20critical%20perspective.pdf>.

(2) Volker Skierka: *Fidel Castro. Eine Biographie*, Berlin, 2000, p.299. Biographie détaillé en allemand d'un journaliste du quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, plutôt favorable à Castro.

l'année des *Boat People* au Viêt-nam, il y a une nouvelle fuite en masse de Cuba: à La Havane, 10.000 personnes squattent l'ambassade du Pérou. Finalement, le port de Mariel est ouvert pour accueillir des navires venant de Floride. Castro y voit une opportunité pour se débarrasser des opposants, qu'il appelait «*gusanos*» (les vermines), notamment les adversaires du régime qui ont été confinés dans les centres psychiatriques de l'île. Cette fois, on peut presque parler d'exode: d'avril à septembre 1980, 125.000 personnes quittent l'île, parmi elles beaucoup d'afro-cubains noirs. Suit un nouveau traité avec l'ennemi juré, cette fois sous l'égide du président Carter. Les États-Unis ont intérêt, d'ailleurs, à ne pas accueillir trop de réfugiés, même si ce phénomène est en parfait accord avec leur propagande idéologique pendant la *Guerre Froide*. Les vagues suivantes surgissent en 1990, avec plusieurs occupations d'ambassades; puis en 1994, pendant la plus grande crise économique que traverse le pays après la perte du soutien de l'Union soviétique: entre juillet et septembre 1994 s'opère une nouvelle vague d'émigration, cette fois-ci 35.000 personnes vont essayer de traverser la mer avec barques et radeaux (3).

Il y a fréquemment des incidents: la barque «*13 mars*» part le 13 juillet 1994, remplie de 70 réfugiés. Un navire de garde-côtes cubain l'arrête et lui tire dessus. 41 personnes meurent, les survivants sont acheminés en prison (4). Les estimations varient, mais de 1959 jusqu'au tournant du siècle on estime à plus d'un million, le nombre de personnes ayant quitté Cuba, en l'an 2000 cela faisait de 10 à 15% de la population totale (5).

L'APPAREIL DE RÉPRESSION ET LA RAFLE AUX MONTAGNES ESCAMBRAY

Dès le lendemain de la révolution de 1959 Castro bâtit une armée régulière lui obéissant exclusivement - et non pas à la guérilla, appelée «*Mouvement du 26-Juillet*». Il fonde les *Comités de défense de la Révolution* (CDR) chargés de la surveillance du voisinage.

Dans chaque immeuble les opposants au régime sont surveillés; les CDR s'occupent aussi du renouvellement des marques pendant les phases de rationnement des aliments - un réel instrument de contrôle social. De plus, Castro mobilise des milices, subordonnées à ses ordres personnels. S'ajoutent à celles-ci des services secrets comme la *Direction générale des opérations spéciales* (DGOE) ou bien les G2, qui réussissent à infiltrer les militants de droite en exil à Miami, ce qui permet à Castro d'être prématurément au courant des plans de préparation de l'invasion de la CIA et des cubains en exil de la baie des Cochons en avril 1961.

Avec ces structures militaires Castro s'attelait à pourchasser ses ennemis intérieurs. Dès l'automne 1960, sa cible est son ancien allié dans la lutte contre Batista, le *Directoire révolutionnaire* (DR), désormais en guérilla contre lui dans les Montagnes Escambray. Les envahisseurs de la baie des Cochons voulaient établir des liens avec cette guérilla contre-révolutionnaire. Donc, oui, il y avait des raisons pour combattre le DR, devenu réactionnaire. Mais la manière, dont Castro et ses troupes ont combattu le DR, mérite de s'y attarder notre intérêt: Castro appelait les combattants du DR «*les bandits*»; ses troupes exécutèrent, en quelques mois dès l'automne 1960, 700 guérilleros, et la plupart du temps sans aucune forme légale - des «*exécutions extrajudiciaires*», comme on dit dans l'entourage d'un certain François Hollande aujourd'hui.

Quelques jours avant l'invasion de la baie des Cochons, les troupes de Castro procèdent à une rafle contre la guérilla d'Escambray. But officiel: couper la guérilla de sa base locale, ce qui nous apprend qu'il y avait une base locale... D'un seul coup, suivant des estimations récentes, 200.000 personnes ont été interpellées - à l'époque même Carlos Franqui parle de 100.000 interpellations dans le journal de Castro, *Revolución*. Beaucoup d'entre eux sont internés dans des stades, des écoles, des cinémas et des camps construits à la hâte. Ensuite, ils sont mis dans des prisons nouvellement bâties ou bien expulsés par la mer. Le biographe Serge Raffy du *Nouvel Obs* en parle comme étant la plus grande rafle d'État de toute l'histoire d'Amérique latine (6). Les intellectuels de gauche qui s'y sont rendus à cette époque pour rendre hommage au «*Cuba révolutionnaire*», ne s'intéressent pas du tout à ces prisonniers et à leurs conditions de détention.

(3) Skierka, *ibid.*, pp.294-307.

(4) Frank Fernandez: *Cuban Anarchism. The History of a Movement*, Tucson, 2001, pp.121-122.

(5) Chiffres d'après Skierka, *ibid.*, p.304.

(6) Serge Raffy: *Castro, L'Infidèle*, Fayard, Paris, 2003, pp.371-386 et p. 648.

LES PROCÈS-SPECTACLES DE CASTRO, L'EXEMPLE DE CIENFUEGOS ET HUBER MATOS

La répression contre les courants d'opposition au sein du régime se faisait suivant le même mécanisme que celui des bolcheviques, notamment avec des procès-spectacles, retransmis à la télé cubaine. Parmi ceux-ci, les plus importants sont le procès contre Benitez Huber Matos en 1959 ainsi que le procès contre le commandant en chef des troupes cubaines en Angola, en Afrique, et l'ancien chef militaire de Castro, le général Arnaldo Ochoa, en juin 1989.

Quand Castro mobilise ses nouvelles milices, il demande en même temps à son ami, le guérillero Camilo Cienfuegos, ancien anarchiste, issu d'une famille de réfugiés de la guerre civile en Espagne, qui est très populaire, de dissoudre l'armée rebelle du «*Mouvement du 26-Juillet*», encore sous les commandes de Cienfuegos, car perçue par Castro comme rivale.

Peu de temps après, Cienfuegos et son pilote Luciano Farinas meurent dans un petit bimoteur, un Cessna, au cours d'un vol parti de la base militaire de Camagüey vers La Havane, après avoir rendu visite à Huber Matos, déjà incarcéré par Castro.

Castro en personne dirige l'enquête pendant des semaines, sans résultats. Il est établi aujourd'hui, notamment avec le témoignage d'un pêcheur, qui a vu un combat aérien dans la baie de Masio, que le Cessna fut abattu par un intercepteur «*Sea Fury 530*» de l'armée cubaine, piloté par le capitaine Torres (un proche de Raúl Castro) et Osvaldo Sanchez, n°2 des G2. Le constat est le suivant: Cienfuegos est éliminé par le clan Castro (7).

Juste après, Huber Matos subit son procès-spectacle. Il est têtu et intelligent, il est surnommé «*le professeur*». Pourtant, il se voit accusé de trahison et de conspiration avec l'impérialisme états-unien.

Le procès commence le 11 décembre 1959. Huber Matos n'était pas du genre à craquer à cause de son séjour en taule, comme beaucoup d'adversaires de Castro l'avaient fait. Au contraire, il attaque le régime de Castro ouvertement lors de son procès:

«Qu'avons-nous promis aux Cubains? Que la liberté soit un droit absolu, que personne ne puisse être persécuté pour ses idées, que les paysans reçoivent la terre en pleine propriété...» (8).

Castro a l'habitude de surveiller ses procès-spectacles sur place dans une arrière-salle avec vue sur la salle d'audience. Il lance ses témoins, discute avec les juges pendant des pauses. D'abord il envoie son frère Raul dans le ring. Mais Huber Matos l'invective très vite: «*Savez-vous comment le peuple cubain vous surnomme? Eh bien, il vous appelle «Monsieur Haine»!*» (9). Finalement, c'est Fidel Castro lui-même qui se rend en salle d'audience. Il prend le micro et commence un de ses discours célèbres qui durent souvent plusieurs heures. Ainsi Castro parle sans avancer la moindre preuve. Mais Huber Matos lui coupe la parole, le corrige quand Castro occulte le rôle joué par Huber Matos et Cienfuegos pendant la révolution. Couper la parole du *Lider Maximo* est déjà une haute trahison en soi. À la fin, Huber Matos écope de vingt ans de taule. Il est autorisé à partir pour l'étranger en 1979 et décède en Floride en 2014 (10).

Dans les procès-spectacles ultérieurs, contre des intellectuels dans les années soixante, et soixante-dix, l'homophobie acharnée de Castro se manifeste. Allen Ginsberg, le beatnik, qui s'en moque, est seulement expulsé. Mais le poète officiel de Cuba, Heberto Padilla, a subi un procès indigne. En prison, il est rudement réveillé toutes les 30 minutes, placé en isolement il ne fait plus la différence entre le jour et la nuit, et il craque complètement lors de son procès, drogué en l'occurrence, en s'accusant lui-même de crimes contre-révolutionnaires.

De même se déroule un procès-spectacle contre l'écrivain dissident Reinaldo Arenas. Il est accusé publiquement de meurtre et de viol d'une vieille femme et d'une jeune fille dans le but d'obtenir des indications sur la population.

(7) Rajjy, *ibid.*, pp. 337-339.

(8) Huber Matos, cité par Raffy, *ibid.*, p.351.

(9) Huber Matos, cité par Raffy, *ibid.*, p.352.

(10) Raffy, *ibid.*, pp.497-498.

En prison «*Villa Marista*» il s'est fait «*retourner*»: parmi le peuple on appelle les agents des services secrets de Castro: les «*Maristas*», d'après une congrégation catholique, et non pas «*Marxistas*»! Au procès, Arenas promet de ne plus écrire de livres critiques, il désavoue son homosexualité et il demande lui-même son transfert dans les U.M.A.P., qui furent des unités militaires pour la production, où il y avait des groupes de rééducation pour les homosexuels. Finalement, Arenas demande à travailler en tant que mouchard pour le régime de Castro (11).

Dans de tels procès, Castro mélangeait toujours son hostilité contre les intellectuels avec son homophobie. Aujourd'hui la situation des homosexuels s'est améliorée grâce à Mariela, la fille de Raul Castro. Mais l'interdiction de la presse reste pratiquement totale et le dernier rapport d'*Amnesty International* pour 2015-2016 affirme que «*8.600 militants et opposants au régime ont été placés en détention pour des motifs politiques durant l'année 2015*». Pour rappel, sa population actuelle s'élève à onze millions, environ 60.000 personnes sont détenues. *Amnesty International* classe Cuba sixième... en partant de la fin (12).

Lou MARIN (13)

(11) Raffy, *ibid.*, pp.485-501.

(12) Rapport d'*Amnesty International* sur Cuba 2015/2016: <https://www.amnesty.org/fr/countries/americas/cuba/report-cuba/>; cf. également pour des chiffres actuelles: <https://de.wikipedia.org/wiki/Kuba#Hajtbedingungen>.

(13) L'article est un raccourci d'un article du même auteur, paru dans le mensuel anarchiste-non violent de langue allemande, *Graswurzelrevolution*, n°415, janvier 2017, pp.18-19.